



Maurice Kamto trouve « non sincère » la décision du Président de la République portant sur l'arrêt des poursuites contre 289 personnes arrêtées dans le cadre de la crise dans les Régions du Sud-ouest et Nord-Ouest

Dans un communiqué publié hier sur les réseaux sociaux, le porte-parole du leader du MRC, Olivier Bibou Nissack, écrit « 289 détenus en relation avec la crise dans le NOSO. Ces mesures non sincères et de surcroît illégitimes sont odieuses »

Une instrumentalisation de la crise, poursuit-il, « dans le seul but de masquer une fois de trop aux yeux des Camerounais l'extrême médiocrité de la présidence publique Camerounaise »

Le parti de Maurice Kamto estime que cette décision vient « consacrer le monologue institutionnel dans lequel se mure habituellement le Président sortant et sorti par les urnes, là où seul un dialogue inclusif sans délais pourrait jeter les jalons d'un véritable règlement définitif du conflit »

Selon le porte-parole de Maurice Kamto, « une mesure similaire avait déjà été expérimentée sans succès par la libération partielle de détenus dans l'affaire Agbor-Fontem-Mancho et consort »

Bibou Nissack soutient pour finir que « rétablissement de la vérité électorale du 7 octobre 2018, le règlement de la crise dans le NOSO, et le châtement exemplaire du Président sortant et sorti par les urnes en tant qu'auteur et principal responsable du fiasco de l'organisation de la CAN2019, sont et demeurent l'ordre des priorités nationales du moment »